



# Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 17 décembre 1999

## APERÇU

### ◆ Les exportations stimulent l'utilisation de la capacité industrielle

Stimulés par une forte demande étrangère, les producteurs ont augmenté de façon marquée l'utilisation de leurs installations au troisième trimestre. Celle-ci a atteint 86,0 %, son taux le plus élevé depuis l'expansion économique de 1987-1988.

### ◆ Les bénéfices des entreprises augmentent

Pour un quatrième trimestre de suite, les entreprises ont accru leurs bénéfices d'exploitation au troisième trimestre (+ 7,6 %), profitant d'une explosion des prix des produits de base et d'une forte demande intérieure et américaine pour les produits canadiens.

### ◆ Le secteur résidentiel profite de la vigueur des projets de construction

Les municipalités ont délivré pour 3,1 milliards de dollars de permis de construction en octobre, en hausse de 6,1 % par rapport à septembre. Le dynamisme des projets de construction résidentielle a été tempéré par un léger recul dans le secteur non résidentiel.

### ◆ Moins de ventes de véhicules neufs à cause des camions

Après avoir augmenté pendant quatre mois d'affilée, les ventes de véhicules automobiles neufs ont chuté de 4,3 % en octobre en raison du recul du nombre de camions vendus.

### ◆ Légère hausse des dépenses des ménages

En 1998, les dépenses des ménages se sont accrues de 3 % par rapport à 1997. L'impôt des particuliers a absorbé un peu plus de 21 % du budget et le logement, environ 20 %. Ils ont notamment dépensé plus pour l'ameublement et l'équipement ménager et les boissons alcooliques.

### ◆ REER : baisse du nombre de cotisants et du montant des cotisations

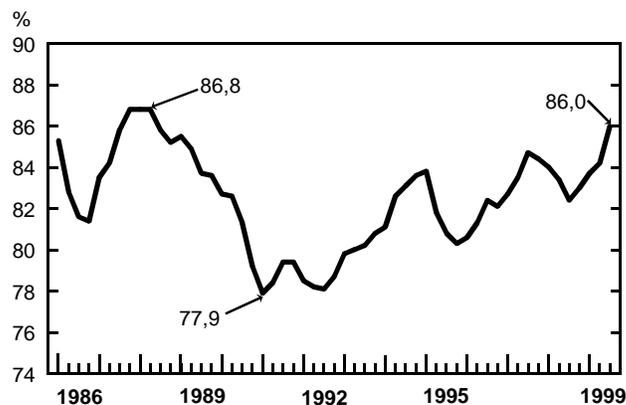
En 1998, le nombre de cotisants et le montant des cotisations ont décliné pour la première fois depuis 1991, et ce malgré la hausse du revenu d'emploi en 1997 et de celle du nombre de bénéficiaires d'un revenu d'emploi.

## Les exportations stimulent l'utilisation de la capacité industrielle

Stimulé par une forte demande étrangère, le secteur industriel a produit des biens au rythme d'exploitation le plus élevé depuis la période d'expansion économique de 1987-1988. Au troisième trimestre, les producteurs ont augmenté considérablement l'utilisation de leurs installations, cette dernière atteignant 86,0 %. Le taux d'utilisation de la capacité industrielle s'est accru dans chacun des quatre derniers trimestres, mais la hausse du troisième trimestre (+ 1,8 point de pourcentage) est égale à l'augmentation totale des trois trimestres précédents. Plusieurs branches d'activité enregistrent des taux d'utilisation de la capacité qui indiquent qu'elles sont près des limites de production. Par exemple, 7 des 22 groupes industriels du secteur manufacturier ont affiché des taux dépassant 90 %.

Le taux d'utilisation de la capacité s'approche du sommet atteint à la fin des années 1980 parce que la croissance de la capacité de production au cours de la dernière année n'a pas suivi le rythme élevé d'augmentation de la production. Cependant, selon la dernière Enquête sur les investissements publics et privés, dont les données ont été diffusées en juillet, les dépenses pour l'équipement et les installations en 1999 atteindront probablement de nouveaux sommets. La plus grande partie de ces dépenses sera

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



(suite à la page 2)



## ... Les exportations stimulent l'utilisation de la capacité industrielle

consacrée à la machinerie et à l'équipement, étant donné que les entreprises cherchent à intégrer les plus récents progrès technologiques à leurs processus de production.

L'augmentation globale de l'utilisation de la capacité provient surtout des fabricants, qui ont réagi à la forte demande d'exportations. L'économie en pleine expansion des États-Unis a particulièrement profité aux producteurs de produits automobiles, d'ordinateurs et d'équipement de télécommunications. Les fabricants ont augmenté leur taux d'utilisation de la capacité à son plus haut niveau depuis 25 ans au troisième trimestre, lequel a atteint 87,6 %, en hausse de 2,1 points par rapport au deuxième trimestre. En tout, 16 des 22 groupes industriels du secteur de la fabrication ont accru leur taux d'utilisation.

Les producteurs de produits automobiles, qui ont réagi à la forte demande en provenance des États-Unis, ont contribué à élever le taux d'utilisation de la capacité des producteurs de matériel de transport à un nouveau sommet de 95,6 %. Chez les fabricants de produits électriques et électroniques, le taux d'utilisation de la capacité a aussi atteint un nouveau sommet (93,3 %), la production ayant fortement augmenté grâce aux exportations d'ordinateurs, de téléviseurs et d'équipement de télécommunications. La production de papier journal et de pâte de bois a augmenté au troisième trimestre, si bien que le taux d'utilisation de la capacité de la branche du papier et des produits connexes s'est établi à 93,8 %. Les dépenses des consommateurs en meubles et en appareils électroménagers ont augmenté au cours du troisième trimestre. Par conséquent, les producteurs de meubles et d'articles d'ameublement ont accéléré la production et haussé leur taux d'utilisation de la capacité, qui s'est chiffré à 86,3 %.

La baisse la plus remarquable au troisième trimestre s'est produite dans la branche d'activité du raffinage. Les arrêts pour entretien préventif ont fait diminuer la production et abaissé le taux de 3,0 points pour le ramener à 94,4 %. Le taux a également diminué pour la branche de la première transformation des métaux en raison des grèves et des fermetures qui ont touché plusieurs mines de métal en juillet.

L'utilisation de la capacité s'est accrue dans la plupart des branches non manufacturières au troisième trimestre. Dans le

### Note aux lecteurs

*Le taux d'utilisation de la capacité d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimé. Statistique Canada calcule les estimations du rendement éventuel d'une branche d'activité à partir des mesures de son stock de capital. Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relatives à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production. Les taux d'utilisation de la capacité ont été révisés jusqu'au premier trimestre de 1993.*

secteur minier, le taux a atteint 74,1 %, la hausse dans la branche des mines et carrières venant plus que compenser la baisse dans la branche du pétrole brut et du gaz naturel. La production de la branche des mines et carrières a augmenté, l'activité des entreprises de forage et de montage ayant bondi en réaction à la hausse du prix du pétrole. La production de pétrole brut et de gaz naturel a chuté à cause des arrêts pour entretien qui ont freiné la production en août et en septembre. En juillet, la production d'électricité a augmenté en raison d'une utilisation accrue de la climatisation à la suite du temps exceptionnellement chaud. Par contre, elle a diminué en août alors que le temps s'est rafraîchi, puis elle a augmenté de nouveau en septembre, les exportations d'électricité vers les États-Unis bondissant de 15 %. Pour l'ensemble du troisième trimestre, la production d'électricité a augmenté par rapport au deuxième trimestre, ce qui a donné lieu à une hausse de 2,3 points du taux d'utilisation de la capacité dans les réseaux électriques.

La branche d'activité de la construction a accéléré l'utilisation de sa capacité au troisième trimestre, principalement en raison d'une activité accrue dans des projets non résidentiels. Le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers a aussi enregistré une hausse de son taux d'utilisation puisque les exportations de produits forestiers ont augmenté.

### Données stockées dans CANSIM : matrice 3140.

*Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital.*

## Les bénéfices des entreprises augmentent

Par rapport au deuxième trimestre, les entreprises ont accru leurs bénéfices d'exploitation de 7,6 % au troisième trimestre, profitant d'une explosion des prix des produits de base et de la vigueur de la demande intérieure et américaine pour les produits canadiens. Une expansion de quatre trimestres consécutifs a propulsé les bénéfices à 39,8 milliards de dollars, en hausse de 30,5 % par rapport au troisième trimestre de 1998. Du deuxième au troisième trimestre, les recettes d'exploitation ont augmenté de 1,4 % pour totaliser 414,1 milliards de dollars.

La croissance des bénéfices a été concentrée dans les entreprises non financières au troisième trimestre. Les bénéfices d'exploitation ont grimpé de 12,4 % comparativement au deuxième trimestre, pour atteindre 28,9 milliards de dollars. Le secteur en plein essor de la fabrication a réalisé les meilleurs bénéfices. Celui des ressources

### Note aux lecteurs

*Depuis le premier trimestre de 1999, la présentation des statistiques trimestrielles des entreprises repose sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. En outre, l'Enquête sur les statistiques financières des entreprises est en passe d'intégrer d'importants changements de méthodologie qui ne seront pas terminés avant la diffusion des données du premier trimestre de l'an 2000. Par conséquent, les statistiques trimestrielles pour 1999 pourraient faire l'objet d'une révision importante.*

lui a emboîté le pas, grâce à une flambée des prix des produits de base. En revanche, les entreprises financières ont vu leurs bénéfices d'exploitation régresser de 3,5 %, lesquels se sont établis à 10,9 milliards de dollars, les plus faibles en un an. Leurs recettes

(suite à la page 3)

### ... Les bénéfices des entreprises augmentent

d'exploitation ont fléchi de 0,7 % pour s'inscrire à 49,5 milliards de dollars. La hausse des bénéfices des banques (comptabilisés au Canada), des sociétés de fiducie, des coopératives de crédit et des assureurs a été plus que contrebalancée par la baisse des bénéfices des fonds et autres véhicules financiers ainsi que par celle des autres intermédiaires financiers.

Du côté du secteur de la fabrication, on a observé une solide progression de 10,5 % des bénéfices d'exploitation au troisième trimestre, de sorte qu'ils ont atteint un nouveau sommet de 11,7 milliards de dollars. Les bénéfices se sont accrus dans 11 des 17 groupes du secteur. Mis à part une pause au deuxième trimestre, les ventes et les bénéfices des fabricants ont été en hausse pendant quatre trimestres. Les bénéfices des fabricants de matériel électronique et informatique ont grimpé de façon spectaculaire (+ 46,1 %) sous l'impulsion d'une forte demande internationale de matériel de télécommunications, atteignant 1,3 milliard de dollars. Les ventes d'ordinateurs et de logiciels connexes ont été solides au cours de la dernière année, soutenues par un intérêt croissant pour la technologie Internet.

Les fabricants de véhicules automobiles et de pièces ont aussi connu une forte hausse de leurs bénéfices au troisième trimestre. Ces derniers ont fait un bond de 4,9 % par rapport au trimestre précédent et ont totalisé 2,6 milliards de dollars. Les ventes ont augmenté de 6,1 % et ont atteint un chiffre record de 36,6 milliards de dollars. La vigueur de la demande aux États-Unis a fait monter les exportations d'automobiles de 4,9 %. Au pays, les ventes de véhicules automobiles neufs ont été robustes tout au long de l'année, progressant de 5,5 % au troisième trimestre. De leur côté, les fabricants de produits du bois et du papier ont vu leurs bénéfices d'exploitation progresser de 8,8 %, ceux-ci ayant atteint 1,6 milliard de dollars. Dans ce secteur, les bénéfices suivent une tendance à la hausse depuis deux ans. La vigueur du marché nord-américain de l'habitation a été une source de profit pour les producteurs de bois de construction, et les prix du bois au troisième

trimestre avaient une bonne longueur d'avance sur ceux d'un an plus tôt. La demande accrue de pâte, surtout à la suite du renforcement de l'économie asiatique, a entraîné une réduction des stocks et un raffermissement du prix de la pâte. Par ailleurs, la surabondance de l'offre de papier journal a diminué, mais le prix est demeuré au-dessous de son niveau d'un an plus tôt.

Dans le secteur des ressources, la flambée du prix du pétrole brut a propulsé les bénéfices d'exploitation des combustibles minéraux à 1,9 milliard de dollars au troisième trimestre, en hausse de 68,0 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit d'un niveau trois fois supérieur à celui du troisième trimestre de 1998. Les entreprises ont aussi profité des programmes de compression de coûts et d'accroissement d'efficacité qu'elles se sont données à la suite de l'effondrement du prix du pétrole l'an dernier. Les producteurs de gaz naturel ont accru leurs bénéfices au troisième trimestre, à la faveur d'un raffermissement d'une vigoureuse demande nord-américaine et d'une expansion des gazoducs. Dans les mines (sauf celles de combustibles minéraux), les bénéfices ont augmenté de 38,9 % et atteint 0,6 milliard de dollars, la plupart des métaux ayant fait une remontée. La progression du nickel a été déclenchée par une forte demande de la part des producteurs d'acier inoxydable, alors que le cuivre a profité d'une utilisation accrue dans le secteur en pleine effervescence de l'habitation en Amérique du Nord. La plupart des prix des métaux au troisième trimestre dépassaient les niveaux de 1998, tout en demeurant bien au-dessous des sommets observés en 1995.

#### Données stockées dans CANSIM : matrices 8330 à 8383.

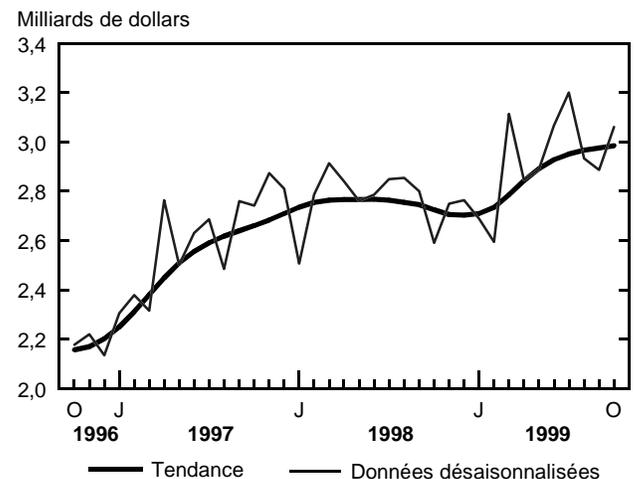
Pour plus de renseignements sur les données des branches financières, communiquez avec Robert Moreau au (613) 951-2512. Pour plus de renseignements sur les données des branches non financières, communiquez avec Bill Potter au (613) 951-2662. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Jean-Pierre Simard au (613) 951-0741, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

## Le secteur résidentiel profite de la vigueur des projets de construction

**E**n octobre, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités s'élevait à 3,1 milliards de dollars, en hausse de 6,1 % par rapport à septembre. Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis s'est accrue de 14,4 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Cette hausse traduit le dynamisme des projets de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux. Par contre, la valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel a chuté de 3,6 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars, surtout en raison des diminutions enregistrées dans la composante institutionnelle.

Au cours des 10 premiers mois de l'année, la valeur des projets de construction s'est chiffrée à 29,3 milliards de dollars, en hausse de 5,8 % par rapport à la même période en 1998. Ce sont les meilleurs résultats depuis le sommet atteint en 1989. Les projets de construction résidentielle ont enregistré la plus forte hausse, soit 10,0 %, pour se chiffrer à 16,2 milliards de dollars, alors que les permis de construction non résidentielle n'ont augmenté que de 0,9 %, s'établissant à 13,0 milliards de dollars.

### Valeur totale des permis de construction



(suite à la page 4)

### ... Le secteur résidentiel profite de la vigueur des projets de construction

Les permis de construction de logements multifamiliaux ont connu leur deuxième meilleur rendement de l'année en octobre, augmentant de 39,5 % pour se fixer à 556 millions de dollars. Les permis de construction de logements unifamiliaux ont totalisé 1,2 milliard de dollars, grâce à une hausse appréciable de 5,7 %. Les majorations récentes des taux hypothécaires n'ont apparemment pas ébranlé la confiance des consommateurs, les indicateurs économiques tels que les ventes au détail et la croissance économique demeurant en hausse. Ces facteurs, conjugués à une croissance de l'emploi, laissent présager un marché actif de l'habitation pour les mois à venir. La construction unifamiliale et multifamiliale s'est accrue en Ontario, mais seule la construction multifamiliale a progressé en Colombie-Britannique et au Québec. En Alberta, la valeur des permis a accusé un recul pour un quatrième mois d'affilée.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur globale des permis de construction a atteint 13,0 milliards de dollars de janvier à octobre, légèrement en hausse de 0,9 % par rapport à la même période en 1998. Le recul d'octobre dans le secteur s'explique par la baisse marquée de la valeur des permis de construction institutionnelle, qui a chuté de 34,9 % par rapport à son niveau record de septembre. Toutes les catégories d'immeubles institutionnels ont enregistré une baisse, en particulier celle de l'éducation, à l'exception des immeubles de services sociaux et de maisons de repos. Cependant, à 3,1 milliards de dollars (+ 11,5 % par rapport à 1998), la valeur des permis de construction institutionnelle délivrés de janvier à octobre n'a jamais été aussi élevée pour cette période de 10 mois.

Les projets de construction industrielle ont augmenté de 27,8 % en octobre, la catégorie des fabriques et des usines venant en tête. Cependant, pour les 10 premiers mois de 1999, les permis dans le secteur industriel étaient en baisse de 5,4 % par rapport à la même

#### Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Les résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction. La valeur des projets de construction présentés ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

période en 1998, s'établissant à 3,2 milliards de dollars. La composante commerciale a enregistré une légère hausse en octobre (+ 1,6 %), la plus forte augmentation touchant les projets récréatifs. En considérant la valeur cumulative de janvier à octobre, les projets commerciaux ont fléchi de 0,2 % par rapport à la même période en 1998, se chiffrant à 6,8 milliards de dollars.

Les plus fortes augmentations mensuelles dans le secteur non résidentiel (en dollars) se sont produites en Nouvelle-Écosse (projets scolaires) et au Québec (projets commerciaux). La plus forte baisse a eu lieu en Ontario, à cause surtout de la composante institutionnelle. Toutes les provinces de l'Ouest ont également enregistré des diminutions.

**Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.**

Le numéro d'octobre 1999 de **Permis de bâtir** (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Sébastien LaRoche-Côté au (613) 951-2025 (courriel : sebastien.larochelle-cote@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

### Permis de construction, octobre 1999

Données désaisonnalisées<sup>1</sup>

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
<b>Canada</b>	<b>3 061,4</b>	<b>6,1</b>	<b>1 776,2</b>	<b>14,4</b>	<b>1 285,1</b>	<b>- 3,6</b>
Terre-Neuve	26,7	23,1	11,8	- 7,3	14,9	66,1
Île-du-Prince-Édouard	14,3	10,6	6,1	24,5	8,2	2,1
Nouvelle-Écosse	93,5	88,3	47,4	62,7	46,1	124,8
Nouveau-Brunswick	45,8	24,9	24,9	31,2	20,9	18,2
Québec	518,1	12,3	277,4	17,1	240,7	7,3
Ontario	1 391,9	1,7	867,2	12,8	524,7	- 12,5
Manitoba	76,6	- 15,9	30,1	- 20,8	46,5	- 12,4
Saskatchewan	53,8	- 7,6	25,1	33,7	28,7	- 27,2
Alberta	421,9	- 3,7	219,0	- 6,1	202,9	- 1,0
Colombie-Britannique	405,5	19,3	264,2	41,2	141,3	- 7,6
Yukon	6,0	36,0	1,7	9,6	4,3	50,0
Territoires du Nord-Ouest	3,2	137,9	0,9	56,7	2,3	199,2
Nunavut	4,0	70,1	0,4	- 78,5	3,6	456,5

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

## Moins de ventes de véhicules neufs à cause des camions

**E**n octobre, la diminution du nombre de camions vendus a occasionné une chute de 4,3 % de l'ensemble des ventes de véhicules automobiles neufs. Les constructeurs de véhicules automobiles ont rapporté avoir vendu 128 311 véhicules en octobre, un chiffre en baisse de 5 804 unités par rapport à septembre. Cette baisse survient à la suite de quatre hausses mensuelles successives.

Les ventes de camions ont accusé un recul de 9,1 % par rapport à septembre pour se chiffrer à 59 449 véhicules. Des facteurs structurels seraient en cause : après l'écoulement précoce des modèles 1999 et étant donné une demande de plus en plus forte pour les camions, l'approvisionnement n'aurait peut-être pas suivi immédiatement le rythme de la demande. Cette baisse est la plus importante depuis octobre 1998, mois où les ventes avaient reculé de 12,4 % en raison de la réduction d'incitatifs promotionnels. Malgré le recul d'octobre, la tendance à la hausse des ventes de camions amorcée au début de 1999 se maintient.

Grâce aux ventes de voitures particulières de construction nord-américaine (+ 1,5 %), le nombre de voitures particulières neuves vendues en octobre a progressé de 0,2 % par rapport à septembre pour atteindre 68 861 unités. Malgré cette faible progression mensuelle, il s'agit tout de même d'une cinquième augmentation en autant de mois. De leur côté, les ventes de voitures construites outre-mer ont fléchi de 3,8 % après avoir progressé fortement en septembre.

Malgré la baisse observée en octobre, les ventes de véhicules automobiles neufs pour les 10 premiers mois de 1999 ont été supérieures de 6,6 % à celles enregistrées au cours de la même période en 1998. Les ventes cumulatives de voitures particulières se sont accrues de 7,8 %, alors que celles de camions ont augmenté de 5,3 %. La bonne performance des ventes cumulatives pour l'ensemble des véhicules automobiles neufs se reflète dans toutes les provinces à l'exception des trois provinces des Prairies.

En chiffres non désaisonnalisés, les ventes de véhicules automobiles neufs ont progressé de 10,0 % par rapport à octobre 1998. Le nombre de véhicules vendus a augmenté dans toutes les provinces sauf au Manitoba (- 5,0 %) et en Saskatchewan (- 2,9 %), provinces où les ventes de camions ont régressé. Le Nouveau-Brunswick a enregistré la plus forte progression (+ 20,0 %), suivi de l'Île-du-Prince-Édouard (+ 16,2 %), de l'Ontario (+ 15,6 %) et de la Nouvelle-Écosse (+ 12,1 %). Le Québec (+ 8,4 %), la région formée de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut (+ 5,9 %), l'Alberta (+ 2,7 %) et Terre-Neuve (+ 0,8 %) ont aussi enregistré des hausses. La faible progression observée à Terre-Neuve s'explique aussi par la baisse des ventes de camions en octobre.

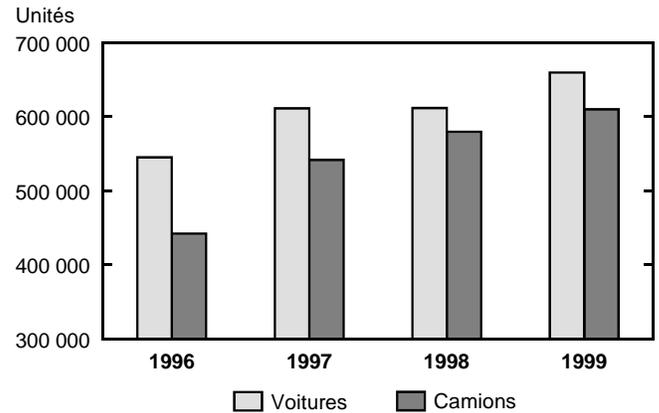
### Note aux lecteurs

Les voitures particulières comprennent les voitures utilisées à des fins personnelles et commerciales (comme les taxis ou les voitures de location). Les camions comprennent notamment les mini-fourgonnettes, les fourgonnettes, les véhicules utilitaires à caractère sportif, les camions légers et lourds, les autocars et les autobus.

Les véhicules automobiles neufs de construction nord-américaine comprennent les véhicules construits ou assemblés au Canada, aux États-Unis ou au Mexique. Tous les autres véhicules automobiles neufs sont considérés comme étant importés (construits à l'étranger).

Pour des raisons de confidentialité, les données du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut sont incluses dans celles de la Colombie-Britannique. À moins d'avis contraire, tous les chiffres sont désaisonnalisés.

### Ventes cumulatives de véhicules automobiles neufs, janvier à octobre



### Données stockées dans CANSIM : matrice 64.

Le numéro d'octobre 1999 de **Ventes de véhicules automobiles neufs** (63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) paraîtra à une date ultérieure. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : [detaillantsinfo@statcan.ca](mailto:detaillantsinfo@statcan.ca)). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-6363 (courriel : [kimacle@statcan.ca](mailto:kimacle@statcan.ca)), Division de la statistique du commerce.

## Légère hausse des dépenses des ménages

Les ménages ont dépensé en moyenne un montant de 51 360 \$ en 1998, depuis les vêtements jusqu'à l'entretien automobile et aux voyages, une somme en hausse de 3 % par rapport à 1997. L'impôt des particuliers a absorbé un peu plus de 21 % du budget moyen des ménages et le logement, environ 20 %. Le transport et l'alimentation ont représenté chacun un peu plus de 10 %. Ces proportions sont pratiquement identiques à celles de 1997.

Les ménages ont consacré presque 12 % de plus à l'achat d'articles d'ameublement et d'équipement ménager, ce qui s'explique en grande partie par une hausse de 16 % des dépenses pour les meubles, les œuvres d'art, les antiquités et les articles de décoration. Ils ont aussi dépensé 6 % de plus pour les produits du tabac et les boissons alcooliques, en particulier pour ces dernières.

En 1998, les ménages ayant les plus faibles revenus ont dépensé en moyenne 16 900 \$, comparativement à 101 770 \$ pour ceux ayant les revenus les plus élevés. Après rajustement pour tenir compte des différences dans la taille des ménages, les dépenses totales par personne ont été de 10 630 \$ pour les ménages ayant les plus faibles revenus et de 30 190 \$ pour les ménages ayant les revenus les plus élevés.

En ce qui a trait à l'alimentation, les dépenses moyennes par personne (rajustées pour tenir compte de la taille des ménages) se sont établies à 1 930 \$ pour les ménages ayant les plus faibles revenus et à 2 660 \$ pour ceux ayant les revenus les plus élevés. En ce qui a trait aux dépenses pour le logement, elles étaient de 3 400 \$ pour les premiers et de 4 800 \$ pour les seconds. Ensemble, l'alimentation et le logement accaparaient la moitié du budget des ménages touchant les plus faibles revenus, mais le quart seulement du budget des ménages touchant les revenus les plus élevés. Quant à l'impôt sur le revenu des particuliers, il représentait respectivement 3 % et 30 % de leurs dépenses totales.

### Possession d'équipement ménager

	1997	1998
	% des ménages	
Téléviseur couleur	99	99
Four à micro-ondes	88	89
Magnétoscope	87	88
Machine à laver	81	81
Sécheuse	77	79
Télédistribution	75	73
Lecteur de disques compacts	65	67
Congélateur	59	59
Lave-vaisselle	49	51
Ordinateur personnel	40	45
Modem	25	32
Téléphone cellulaire	22	26
Utilisation d'Internet à la maison	17	25
Véhicule possédé	79	79
Automobile	67	65
Fourgonnette ou camion	31	32

### Note aux lecteurs

Les données du présent article sont tirées de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 1998. Les chiffres sur l'utilisation d'Internet produits par cette enquête sont comparables à ceux de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages pour 1998 qui ont été publiés dans le numéro du 7 mai 1999 d'**Infomat**. Aux fins de la présente analyse, les ménages ont été répartis en cinq quintiles selon leur niveau de revenu, chaque quintile représentant 20 % de tous les ménages.

Les dépenses moyennes par ménage ont été les plus élevées dans les Territoires du Nord-Ouest en 1998, totalisant 71 200 \$. Les ménages de l'Ontario ont encore été ceux qui ont dépensé en moyenne le plus parmi toutes les provinces, soit 57 170 \$. Les ménages de Terre-Neuve ont dépensé en moyenne 41 010 \$, de sorte qu'ils se retrouvent à nouveau au dernier rang des provinces et des territoires.

Les Canadiens sont plus branchés qu'avant. En 1998, 45 % des ménages avaient un ordinateur, 25 % avaient accès à Internet à partir de leur domicile et 26 % possédaient un téléphone cellulaire, des pourcentages en hausse par rapport à 1997. Pour les ménages qui ont déclaré des dépenses en matériel et fournitures informatiques, celles-ci sont demeurées à peu près les mêmes qu'en 1997, se situant à 1 000 \$ en moyenne. Les dépenses pour les services Internet ont augmenté de 11 %, atteignant une moyenne de 242 \$, tandis que celles pour les services de téléphonie cellulaire ont diminué de 4 %, se chiffrant à 490 \$ en moyenne.

Les ménages ayant les revenus les plus élevés étaient quatre fois plus susceptibles que ceux ayant les revenus les moins élevés d'avoir un ordinateur (74 % contre 18 %). De même, les ménages touchant les revenus les plus élevés avaient accès à Internet à partir de leur domicile six fois plus que les ménages touchant les revenus les plus faibles (48 % contre 8 %).

La possession de la plupart des autres articles d'équipement ménager a été stable ou n'a affiché qu'une légère hausse de 1997 à 1998. La proportion de propriétaires de maison est également restée stable, un peu moins de 65 % des ménages étant dans cette situation.

Les données sommaires sur les dépenses des ménages de 1998 ainsi que sur les caractéristiques du logement et l'équipement ménager sont accessibles sans frais sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous la rubrique « Le Canada en statistiques », puis sous « La société », « Familles, ménages, logement » et finalement « Dépenses ». Des tableaux présentant des données détaillées sur les dépenses (62F0031XDB) ou les caractéristiques du logement et de l'équipement ménager (62F0041XDB) sont aussi disponibles. On peut également obtenir des totalisations personnalisées. La publication **Les habitudes de dépenses au Canada, 1998** (62-202-XIB, 62-202-XPB) paraîtra en juin 2000. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : [revenu@statcan.ca](mailto:revenu@statcan.ca)), Division de la statistique du revenu.

## REER : baisse du nombre de cotisants et du montant des cotisations

Pour la première fois depuis les sept dernières années, un moins grand nombre de Canadiens ont cotisé à des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) en 1998, et le montant de leurs cotisations a également diminué. Ces reculs sont survenus malgré une augmentation de 4,6 % du revenu d'emploi en 1997 et d'une hausse de 2,4 % du nombre de bénéficiaires d'un revenu d'emploi.

Ainsi, un peu plus de 6,1 millions de déclarants ont cotisé à des REER au cours de l'année d'imposition 1998, en légère baisse de 0,6 % par rapport à l'année précédente. Ces personnes ont versé un total de 26,6 milliards de dollars, en baisse de 3,8 % par rapport au montant record de 27,7 milliards de dollars enregistré en 1997 (après correction pour tenir compte de l'inflation selon l'Indice des prix à la consommation). À titre de comparaison, le montant des cotisations aux REER a augmenté à un taux moyen annuel de 5,7 % de 1991 à 1997. Toutefois, en 1997, le rythme d'augmentation, à la fois du montant des cotisations et du nombre de cotisants, a ralenti considérablement par rapport aux années précédentes.

### Cotisants et cotisations aux REER, 1998

	Nombre de cotisants	Variation annuelle en %	Cotisations (en millions de dollars)	Variation annuelle en % <sup>1</sup>
<b>Canada</b>	<b>6 121 750</b>	<b>-0,6</b>	<b>26 631,4</b>	<b>-3,8</b>
Terre-Neuve	64 410	-2,2	266,1	-4,7
Île-du-Prince-Édouard	20 790	-2,9	80,8	-16,7
Nouvelle-Écosse	142 350	-1,9	578,3	-7,9
Nouveau-Brunswick	104 840	-3,4	394,1	-11,1
Québec	1 415 490	-2,0	5 555,3	-9,8
Ontario	2 445 620	0,8	11 423,9	-0,6
Manitoba	231 050	0,2	867,7	-1,6
Saskatchewan	202 340	-4,4	762,3	-8,5
Alberta	659 120	0,7	2 952,7	-1,0
Colombie-Britannique	820 930	-1,8	3 675,5	-3,6
Yukon	5 770	-5,3	26,4	-10,3
Territoires du Nord-Ouest	7 000	-5,3	36,7	-7,4
Nunavut	2 040	-1,4	11,5	-7,5

1. Calculée à partir des cotisations de 1997 exprimées en dollars constants de 1998.

Seulement 29 % des déclarants ont cotisé à un REER en 1998, une proportion légèrement moins élevée que celle des années précédentes. La proportion la plus élevée a été enregistrée en Alberta (33 %), suivie de l'Ontario (31 %). En outre, ces déclarants n'ont versé que 11,0 % de leur limite totale disponible (242,1 milliards de dollars), communément appelée « droit de cotisation (solde libre) ». Ce montant est la somme des soldes antérieurs transférés des années précédentes et des soldes nouveaux acquis au cours de 1998.

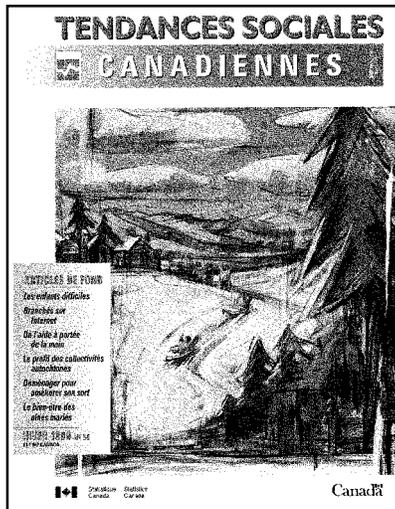
Le montant des cotisations aux REER a chuté dans chaque province et territoire en 1998, les plus importantes baisses en pourcentage ayant été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick. Quant au nombre de cotisants, il a fléchi dans chaque province, sauf en Ontario, au Manitoba et en Alberta. Cependant, dans ces trois provinces, la hausse était inférieure à 1 %. La Saskatchewan a enregistré la plus forte baisse du nombre de cotisants, suivie du Nouveau-Brunswick.

En 1998, le cotisant type à un REER était âgé de 42 ans. Comme par les années passées, les déclarants âgés de 45 à 54 ans ont enregistré le taux de participation le plus élevé parmi les groupes d'âge, soit 44 %. Les cotisations moyennes les plus élevées ont été versées par les personnes de 65 ans et plus (6 706 \$). Ce phénomène était en partie le résultat des transferts pouvant être versés dans un REER au moment de la retraite et qui sont plus élevés que la limite de déduction habituellement permise. Toutefois, ces montants sont en baisse puisque seules les allocations de retraite et les indemnités de départ reliées aux années précédant 1996 sont maintenant admissibles à ces transferts.

Le revenu est également un facteur important qui influence la participation à un REER. En 1998, les personnes dont le revenu total s'élevait à 80 000 \$ et plus ont versé les cotisations les plus élevées en moyenne (13 298 \$), suivies des personnes gagnant entre 60 000 \$ et 79 999 \$ (6 356 \$).

*Les banques de données des cotisants aux REER (17C0006), des droits de cotisations aux REER (17C0011) et des déclarants canadiens (17C0010) sont disponibles pour le Canada, les provinces, les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement ainsi que pour des régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur. Des données sur les droits de cotisation aux REER pour l'année d'imposition 1999 sont également disponibles. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.*

## Nouveautés de Statistique Canada



### Tendances sociales canadiennes Hiver 1999

Le numéro d'hiver 1999 de *Tendances sociales canadiennes* présente des articles traitant des sujets suivants : le profil des familles qui ont des enfants difficiles, l'utilisation d'Internet par les ménages, déménager pour recevoir ou offrir de l'aide, le profil de la situation des collectivités des Premières nations, déménager pour améliorer sa situation, et le bien-être des personnes âgées mariées, malades ou en santé.

Chaque trimestre, des données provenant de diverses sources sont regroupées dans *Tendances sociales canadiennes* afin de cerner les nouvelles tendances et questions sociales. La publication présente aussi les indicateurs sociaux les plus récents ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada.

*Le numéro d'hiver 1999 de Tendances sociales canadiennes (11-008-XPF, 11 \$ / 36 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Nancy Zukewich au (613) 951-8645 (courriel : [cstsc@statcan.ca](mailto:cstsc@statcan.ca)), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.*

### Seuils de faible revenu 1998

Les seuils de faible revenu (SFR) avant impôt pour 1998 sont maintenant disponibles. Chaque année, ces seuils sont mis à jour pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, telle qu'elle est mesurée par la variation annuelle de l'Indice des prix à la consommation.

Bien que les SFR soient souvent considérés comme des seuils de pauvreté, ils n'ont aucun statut officiel en tant que tel, et Statistique Canada ne recommande pas leur utilisation à cette fin. Pour plus de renseignements sur ce sujet, consultez l'article « À propos de la pauvreté et du faible revenu » sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous les rubriques « Concepts, définitions et méthodes », « Documents de discussion ou nouvelles enquêtes » et « Article sur la pauvreté et le faible revenu ».

*Les seuils sont présentés dans le récent numéro de **Seuils de faible revenu** (13-551-XIB, gratuit) pour les années 1980 à 1998. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (télécopieur : (613) 951-3012; courriel : [revenu@statcan.ca](mailto:revenu@statcan.ca)), Division de la statistique du revenu.*

### Parité des pouvoirs d'achat 1998

Le numéro du troisième trimestre de 1999 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses* traite des parités des pouvoirs d'achat annuelles et des comparaisons des dépenses réelles entre le Canada et les États-Unis pour la période allant de 1981 à 1998. La parité des pouvoirs d'achat (PPA) est un ratio de prix pour un produit donné dans deux pays, les prix étant exprimés dans les devises des pays pour cette comparaison. Une importante application des PPA est la déflation des dépenses d'un pays dans les prix du pays de comparaison qui permet de faire les comparaisons des dépenses réelles ou en volume entre les deux pays. On peut utiliser les PPA pour comparer le niveau du produit intérieur brut (PIB) par habitant du Canada à celui des États-Unis. Par exemple, la parité du pouvoir d'achat du PIB s'est établie à 84 cents US par dollar canadien en 1998. Ce niveau était supérieur de 25 % au taux de change du marché de 67 cents US pour la même période.

*Un article spécial décrivant les parités des pouvoirs d'achat est publié dans le numéro du troisième trimestre de 1999 des **Comptes nationaux des revenus et dépenses : estimations trimestrielles** (13-001-XPB, 44 \$ / 145 \$). Pour plus de renseignements ou pour obtenir une copie de l'article, communiquez avec Katharine Kemp au (613) 951-3814 ou avec Jacques Delisle au (613) 951-3796, Division des comptes des revenus et dépenses.*

## Nouveautés de Statistique Canada — fin

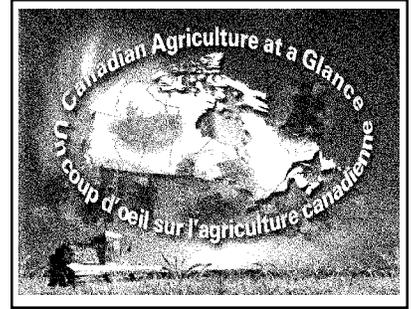
### Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne

Grâce à plus de 40 articles courts et faciles à lire, ce livre imagé et éducatif publié par le Recensement de l'agriculture évoque de nombreux aspects du secteur agricole canadien. Plusieurs auteurs ont combiné les chiffres du recensement avec d'innombrables sources de données afin d'apporter une nouvelle perspective à des sujets connus. La moitié des articles proviennent d'auteurs de l'extérieur de Statistique Canada.

Des photographies, des diagrammes, des graphiques et des cartes en couleurs servent à agrémenter plus de 300 pages portant sur un grand éventail de sujets. Des titres comme « La révolution du travail du sol », « La valeur ajoutée, c'est quoi au juste? », « Les fluctuations des prix du blé canadien » et « Ce que nous mangeons : la recette du changement » ont été conçus pour piquer la curiosité des lecteurs qui ne sont pas agriculteurs.

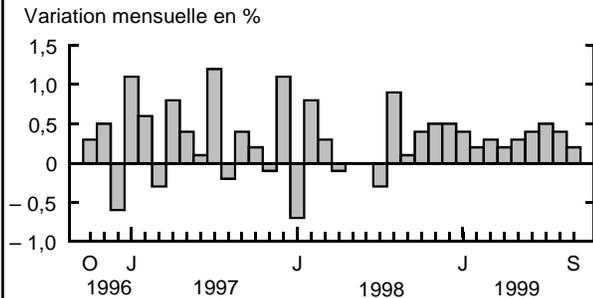
Pour ceux qui connaissent l'agriculture, le livre a sa propre valeur ajoutée. Des articles sur les questions auxquelles le secteur fait face et des explications des facteurs qui façonnent l'agriculture au Canada ajoutent un niveau analytique intéressant.

*Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne* (96-325-XPB, 49 \$), le dernier produit de la série de publications du Recensement de l'agriculture de 1996, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Lynda Kemp au (613) 951-3841 (télécopieur : (613) 951-1680; courriel : [lynda.kemp@statcan.ca](mailto:lynda.kemp@statcan.ca)), Division de l'agriculture.



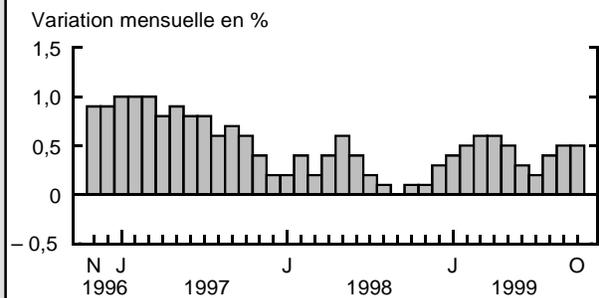
## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut



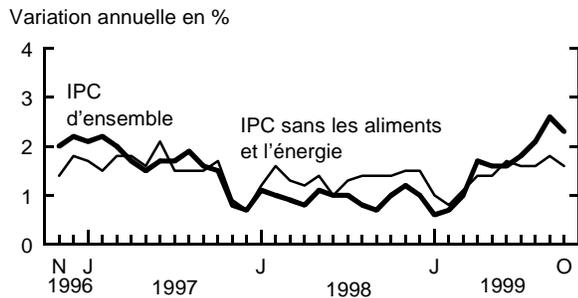
L'activité économique a poursuivi sa croissance en septembre (+ 0,2 %). Cette hausse mensuelle représente la quatorzième progression d'affilée et couronne la plus longue série d'augmentations enregistrée depuis plus de dix ans.

### Indice composite



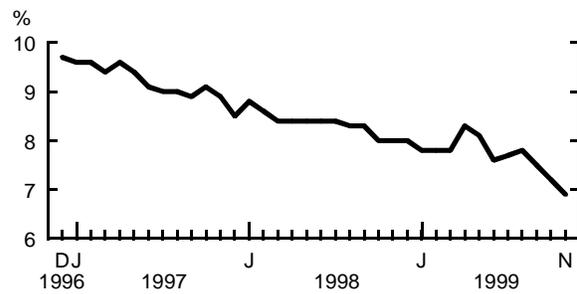
En octobre, l'indicateur avancé a maintenu une croissance de 0,5 %, la même qu'en septembre.

### Indice des prix à la consommation



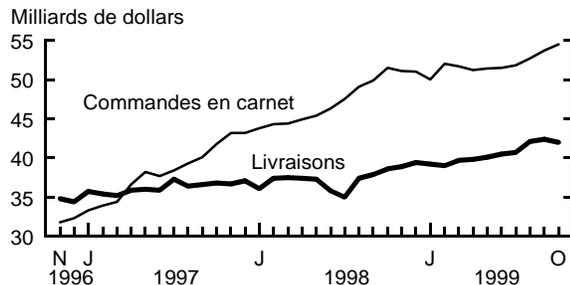
En octobre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,3 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,6 %.

### Taux de chômage



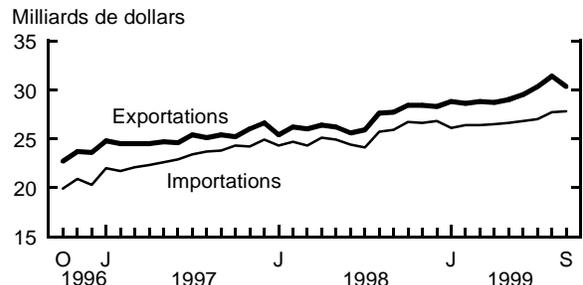
En novembre, le taux de chômage est descendu à son plus bas niveau depuis août 1981, diminuant de 0,3 point pour se fixer à 6,9 %.

### Fabrication



Les livraisons des fabricants ont diminué de 0,7 % en octobre, pour s'établir à 42,0 milliards de dollars. Pour un sixième mois de suite, les commandes en carnet ont progressé (+ 1,8 %), pour se fixer à 54,5 milliards de dollars.

### Commerce des marchandises



En septembre, les exportations de marchandises ont fléchi de 3,2 % par rapport à août, pour descendre à 30,4 milliards de dollars. Les importations ont progressé de 0,4 %, pour s'établir à 27,8 milliards de dollars.

**Note :** Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	septembre	755,1	0,2 %	4,4 %
Indice composite (1981 = 100)	octobre	218,3	0,5 %	5,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 <sup>e</sup> trim. de 1999	39,8	7,6 %	30,5 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	3 <sup>e</sup> trim. de 1999	86,0	1,8 †	3,6 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	septembre	22,2	0,4 %	6,9 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	octobre*	1,57	0,3 %	10,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	octobre*	128,3	- 4,3 %	12,7 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	septembre	30,2	- 1,0 %	9,0 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	novembre	14,88	0,4 %	2,4 %
Taux de chômage (%)	novembre	6,9	- 0,3 †	- 1,1 †
Taux d'activité (%)	novembre	65,5	0,0 †	0,0 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	septembre	613,92	0,3 %	1,5 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	novembre	162	0,0 %	11,0 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	30,3	- 3,2 %	9,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	27,8	0,4 %	7,5 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	septembre	2,5	- 1,1	0,7
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	octobre*	42,0	0,7 %	8,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	octobre*	43,0	- 0,8 %	6,8 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	octobre*	54,5	1,8 %	5,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	octobre*	1,31	0,03	- 0,02
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	octobre	111,5	0,1 %	2,3 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	septembre	123,1	0,5 %	3,1 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	septembre	125,5	3,5 %	16,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	octobre*	101,5	0,2 %	1,3 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

.. Nombre non disponible en raison du remaniement de l'enquête.

# Infomat

## Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.  
Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.  
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;  
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.  
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Publications parues du 9 au 15 décembre 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
<b>AGRICULTURE</b>				
Série de rapports sur les grandes cultures, saisonnier, vol. 78, n° 1 à n° 8		22-002-XIB	11 / 66	--
Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne		96-325-XPB	49	49
<b>BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS</b>				
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	septembre 1999	67-002-XPB	18 / 176	18 / 176
<b>CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE</b>				
Juristat : Dépenses de la justice au Canada, vol. 19, n° 12	1996-1997			
Internet		85-002-XIF	8 / 70	--
Papier		85-002-XPB	10 / 93	10 / 93
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations par pays	janvier à septembre 1999	65-003-XPB	124 / 412	124 / 412
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>				
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	août 1999	26-006-XPB	19 / 186	19 / 186
Fer et acier primaire	octobre 1999	41-001-XIB	5 / 47	--
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	octobre 1999	41-006-XIB	5 / 47	--
Lampes électriques, ampoules et tubes	octobre 1999	43-009-XIB	5 / 47	--
Lampes électriques, ampoules et tubes	novembre 1999	43-009-XIB	5 / 47	--
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	octobre 1999	36-003-XIB	5 / 47	--
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	octobre 1999	41-011-XIB	5 / 47	--
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois	octobre 1999	25-001-XIB	6 / 55	--
<b>INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL</b>				
Permis de bâtir	octobre 1999	64-001-XIB	19 / 186	--
<b>OPÉRATIONS DU RECENSEMENT</b>				
Couverture, rapports techniques du recensement de 1996				
Internet		92-370-XIF	gratuit	gratuit
Papier		92-370-XPB	15	15
<b>STATISTIQUE DU TRAVAIL</b>				
Emploi, gains et durée du travail	septembre 1999	72-002-XPB	32 / 320	32 / 320
<b>STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES</b>				
Tendances sociales canadiennes	hiver 1999	11-008-XPB	11 / 36	11 / 36
<b>TRANSPORTS</b>				
Chargements ferroviaires	septembre 1999	52-001-XIF	8 / 77	--
Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain	1998	53-215-XIB	30	--

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.) Les prix des publications électroniques sur Internet sont exprimés en dollars canadiens seulement.

## Pour commander les publications

**Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :**

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277 ou 1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584 ou 1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

**Pour commander sur Internet :** Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous la rubrique « Produits et services ».

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

**Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).**